

## Cent soixante-quatorzième session du Conseil de la FAO

### **Point 5 de l'ordre du jour: Situation à Gaza en matière de sécurité alimentaire et questions connexes relevant du mandat de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO)**

Depuis le début du conflit entre Israël et le Territoire palestinien occupé le 7 octobre 2023, la situation a entraîné une crise humanitaire et une crise de la sécurité alimentaire, en particulier à Gaza. Plus de la moitié de la population gazaouie, qui compte au total 2,1 millions de personnes, a été déplacée à l'intérieur du territoire et la majorité a besoin d'une aide alimentaire de toute urgence. Même avant la crise actuelle, plus de 1,8 million de Palestiniens avaient besoin d'une assistance en matière de sécurité alimentaire et de moyens d'existence, soit 53 pour cent de la population gazaouie et 11 pour cent de la population cisjordanienne.

Avant le 7 octobre, la principale cause de l'insécurité alimentaire était le manque d'accès économique aux aliments en raison du niveau élevé de pauvreté causé par le chômage. Les coûts de transaction importants, dus aux restrictions en matière de circulation, d'accès et de commerce imposées par l'occupation, sont des obstacles immédiats à la croissance économique palestinienne, qui est par ailleurs grevée par l'insécurité de l'approvisionnement en énergie et en eau.

Les restrictions prolongées concernant l'accès à la mer, à la terre et aux marchés des intrants et des exportations ont nui aux activités agricoles et ainsi accentué la vulnérabilité des moyens d'existence qui en dépendent. En Cisjordanie, les populations tributaires de l'agriculture, en particulier les Bédouins et les éleveurs de la zone C, ont rencontré des problèmes pour accéder à l'eau, aux pâturages et aux services de santé animale. Dans la bande de Gaza, jusqu'à 35 pour cent des terres agricoles étaient inaccessibles du fait des restrictions imposées par les forces militaires israéliennes, et les restrictions d'accès aux zones de pêche ont fragilisé le secteur halieutique.

Le Territoire palestinien occupé dépend considérablement des importations pour satisfaire la demande intérieure de produits agricoles, en particulier de céréales et d'aliments pour animaux, mais il est largement autonome pour ce qui est des légumes, du raisin, des figues, de l'huile d'olive, de la viande, des œufs et du miel, qui sont des éléments fondamentaux d'une alimentation saine et variée. La production halieutique est également vitale à Gaza et contribue en grande partie à la diversité nutritionnelle. Les animaux d'élevage représentent 45 pour cent de la valeur agricole totale, et les principaux producteurs sont des petits agriculteurs, éleveurs et pêcheurs.

Au-delà d'une incidence immédiate sur les conditions de vie, les déplacements de population, la production et les disponibilités en aliments et en carburant, le conflit aura des répercussions durables sur la sécurité alimentaire, la nutrition et l'agriculture. Les conséquences à long terme du conflit actuel sur l'agriculture, les moyens d'existence qui en dépendent et l'accès à une alimentation saine seront bien plus profondes que celles de précédents conflits. On ignore encore l'étendue des dégâts à Gaza, mais il est probable que la majeure partie de l'infrastructure agricole, des sols et des terres subisse des effets négatifs et que la population actuelle d'animaux d'élevage soit décimée, car il sera impossible de leur fournir de la nourriture et de l'eau et ils seront consommés en urgence. La reconstruction du secteur agricole exigera des ressources considérables et la FAO se tient prête à y contribuer en apportant ses compétences techniques.

L'agriculture joue un rôle déterminant dans l'économie palestinienne et contribue énormément aux revenus, à la sécurité alimentaire et à l'emploi. À Gaza, les terres agricoles sont concentrées dans les zones périurbaines situées à l'est et au sud, le long de la frontière avec Israël. En cas d'attaque terrestre, les cultures seraient certainement détruites.

À Gaza, le conflit prolongé et l'escalade de la violence devraient compromettre davantage la viabilité économique et la durabilité à long terme de plusieurs secteurs, dont l'agriculture, et aggraver l'insécurité alimentaire, qui a déjà atteint un niveau critique. Le manque de ressources naturelles et l'accès limité à celles-ci entravent la production alimentaire intérieure, ce qui a pour effet d'accroître la dépendance à l'égard des importations de produits alimentaires, qui sont elles aussi limitées actuellement. En parallèle, en Cisjordanie, la persistance de la

violence, la perte de terres, la destruction de biens et l'accès restreint au territoire, aux ressources naturelles, aux marchés et à des services essentiels continuent de saper les moyens d'existence.

En ce qui concerne les interventions de la FAO, deux scénarios opérationnels doivent être envisagés. Le premier suppose d'évaluer l'appui qui peut être obtenu auprès de l'Égypte sur le plan logistique et sous la forme d'intrants agricoles. Le deuxième prévoit d'assurer la logistique et l'approvisionnement en fourrage en passant par Israël une fois les frontières rouvertes.

Conformément à la mise à jour de l'appel éclair à but humanitaire, la FAO a besoin de 20 millions d'USD pour apporter une aide d'urgence à 13 100 agriculteurs et éleveurs et à leurs familles, soit 70 660 personnes. Les interventions menées en priorité par l'Organisation en faveur de Gaza sont notamment les suivantes: 4,7 millions d'USD servant à fournir du fourrage, des citernes à eau et des kits vétérinaires, 5,3 millions d'USD aux fins du repeuplement des cheptels et 5 millions d'USD devant financer des intrants agricoles nécessaires d'urgence. En outre, l'appel de la FAO prévoit un montant de 5 millions d'USD pour satisfaire les besoins immédiats des agriculteurs cisjordanais les plus vulnérables, qui subissent l'intensification des hostilités et des restrictions de déplacement.

Le bureau de la FAO en Palestine apportera son concours par l'intermédiaire du module de la sécurité alimentaire et coordonnera son action avec l'ensemble du système humanitaire. Il réalisera notamment plusieurs évaluations, dont une évaluation rapide des dégâts. Il se prépare à mener une évaluation rapide en utilisant les données spatiales du Système d'information géographique et avec l'appui du siège, une fois qu'un cessez-le-feu aura été annoncé. Il s'emploie également à mettre au point une évaluation au moyen d'images obtenues par satellite.

*M. Máximo Torero Cullen, Économiste en chef*